OBJECTIF 2022 LES FICHES ARGU

RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

UN EMPLOI POUR TOUTES ET TOUS





Réduire le temps de travail

Appliquer vraiment les 35 heures hebdomadaires, adopter une 6^e semaine de congés payés et la retraite à 60 ans, passer aux 32 heures dans les métiers pénibles et de nuit, puis engager leur généralisation.

Établir la garantie d'emploi. Des millions de personnes veulent travailler mais sont privées d'emploi, tandis que des millions d'autres ont des besoins urgents non satisfaits. Embauchons les chômeurs volontaires pour mettre fin à cette absurdité.

Porter le SMIC mensuel à 1400€ net. Le salaire minimum décroche du salaire moyen, alors que les salariés sont de plus en plus productifs. Pendant le Covid-19, les salariés au SMIC ont même assuré la vie collective du pays. Il est temps de les payer correctement.

Instaurer un quota maximal de 10 % de contrats précaires dans les PME, 5 % dans les grandes entreprises. Aujourd'hui, 1 salarié sur 7 travaille sans CDI - 1 jeune sur 2. Impossible de se projeter, d'obtenir un crédit ou de trouver du sens à son travail. L'emploi précaire doit redevenir une exception justifiée!

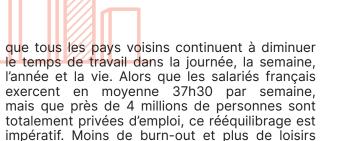
Abroger la réforme Macron de l'assurance-chômage et indemniser les chômeurs dès le premier jour. Les chômeurs reçoivent leur propre argent, qu'ils ont cotisé quand ils travaillaient.





« Pourquoi réduire le temps de travail ? »

La réduction du temps de travail est le moteur de l'emploi. Lorsque des salariés produisent mieux, ils peuvent être moins nombreux pour produire la même chose. C'est ce qui s'est passé tout au long du XXe siècle : de 1870 à 2002, on a divisé par deux le temps de travail annuel, ce qui a permis la création de millions d'emplois. Il faut continuer ce processus, bloqué depuis 20 ans en France, alors



pour les uns ; le droit au travail pour les autres.



76%

C'est la part des Français qui sont pour l'augmentation du SMIC à 1400€ net par mois (Harris interactive, juillet 2021).

60%

C'est la part des Français qui sont **pour la semaine de 4 jours** (éditeur de paie ADP, mai 2019).



C'est le nombre de travailleurs qui vivent sous le seuil de pauvreté en France. **OBJECTIF 2022 LES FICHES ARGU**

EMPLOI POUR TOUTES ET TOUS







« Réduire le temps de travail, ca coûte trop cher! »

Un grand nombre d'entreprises ont répondu à cette objection... en adoptant déjà les 32 heures, dans des secteurs aussi différents que l'informatique, l'alimentaire ou la sécurité. Partout, elles constatent que les salariés travaillent mieux, car ils sont plus reposés et plus motivés.

Ils développent aussi, à l'occasion d'une réduction du temps de travail, de nouveaux modes d'organisation plus efficaces. En outre, n'oublions pas que la quasi-totalité des entreprises françaises - hors multinationales - ne sont pas en concurrence avec des entreprises étrangères. Baisser le temps de travail dans toute l'économie évite une concurrence déloyale entre entreprises aux 32 heures et entreprises aux 35 heures, par exemple.



:......

« Mais travailler tous, c'est polluant? »

Au contraire, la réduction du temps de travail est une mesure impérative pour préserver un écosystème compatible avec la vie humaine. Diminuer l'ampleur des horaires d'ouverture des entreprises limite les dépenses énergétiques; baisser les durées d'usage des matériaux jugule les pollutions ; réorganiser les déplacements professionnels réduit les émissions de gaz à effet de serre ; passer moins de temps à travailler évite un ensemble de livraisons et de commandes inutiles. Passer aux 32 heures revient à retirer 25 millions d'automobiles sur nos routes!

	110150	
	7	
-71		
7		

OBJECTIF 2022 LES FICHES ARGU

FAIRE LA SOCIÉTÉ DE L'ENTRAIDE

ARTAGE DES RICHESSES





Taxer les profiteurs de crise : rétablir l'ISF, instaurer un impôt sur le revenu vraiment progressif en 14 tranches, faire payer les multinationales en fonction de leur activité en France

Garantie d'autonomie : compléter le revenu de chaque personne pour que nul ne vive sous le seuil de pauvreté.

Zéro SDF: réquisitionner l'ensemble des logements durablement vides, salubres et vivables pour sortir au plus vite de la rue les 300 000 personnes sans domicile.

100% Sécu: près de 2 millions de personnes renoncent aux soins en France, et développent ainsi des maladies graves qui pourraient être prévenues. Cela doit cesser, en réunissant toutes les complémentaires dans la Sécurité sociale et en utilisant leurs marges pour rembourser intégralement les dépenses de santé, plutôt que de rémunérer des actionnaires.

Sécurité alimentaire : les ménages les plus riches consomment 4 fruits et légumes là où les ménages les plus pauvres n'en consomment que 3. Cette inégalité persiste au long de la vie et pèse lourdement sur la santé. Il est donc impératif de bloquer le prix de 5 fruits et légumes de saison ainsi que d'assurer la gratuité de la cantine scolaire publique.

Revenir sur les privatisations (aéroports, autoroutes, Française des Jeux, etc.). Ces biens publics nous appartiennent à tous. Pour l'intérêt général, ils doivent être protégés par la loi.

Établir de nouveaux indicateurs de progrès humain pour mettre l'économie au service des objectifs et des critères de bien-vivre (santé, éducation, etc.).



« Vous allez augmenter les impôts »

Aujourd'hui, les riches paient moins d'impôt par rapport à leur revenu que les classes movennes. Nous voulons baisser les impôts pour la majorité des foyers et les augmenter pour les plus riches. Avec notre réforme de la fiscalité, les personnes qui gagnent moins de 4 000 euros par mois verront leur impôt sur le revenu diminuer. Nous refondrons aussi l'impôt sur les sociétés pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes, instaurer un barème progressif en fonction des bénéfices réalisés et selon s'ils sont utilisés pour l'investissement ou pour les actionnaires.



78%

C'est la part des Français qui sont **pour le** rétablissement de l'ISF (Ifop pour l'Humanité, mai 2021).

86%

C'est la part des Français qui sont **favorables** au plafonnement des frais bancaires (Harris interactive, juin 2020).

75%

C'est la part des Français qui sont favorables à la fixation d'un lover maximum par m² (Harris interactive, juillet 2021).





OBJECTIF 2022 LES FICHES ARGU

NOTES

FAIRE LA SOCIÉTÉ DE L'ENTRAIDI

PARTAGE DES RICHESSES





ARGU N°Z

« Les riches vont fuir le pays »



Les études sur le sujet ne permettent pas d'établir un lien clair entre l'imposition sur le patrimoine et l'expatriation. Cependant, notre programme prévoit un dispositif à même de faire face à cet enjeu, s'il venait à exister : l'impôt universel. Il s'agit d'un impôt relatif à la nationalité, comme le font les États-Unis d'Amérique : son application permettrait de faire en sorte que les Français qui s'expatrient paient la différence entre l'impôt pratiqué dans leur pays d'accueil et le barème d'imposition en vigueur en France.

ARGU Nº3

« Les TPE-PME seraient fragilisées »

Notre programme prévoit de nombreuses propositions pour les petites et moyennes entreprises. Il inclut notamment une caisse de défaisance pour reprendre les dettes privées asphyxiantes des TPE/PME contractées pendant la pandémie ainsi qu'une caisse de péréquation interentreprises financée grâce à un barème progressif pour mutualiser la contribution sociale entre petites et grandes entreprises. Plus globalement, il prévoit un grand plan de 200 milliards d'euros d'investissements écologiquement et socialement utiles qui permettront de remplir le carnet de commande des entreprises.



« Augmenter les aides c'est de l'assistanat »

Notre société sera celle du plein emploi. Cependant, notre pays compte aujourd'hui 10 millions de pauvres, 300 000 personnes sans domicile et des files d'attente alimentaires à perte de vue. Ces personnes ont le droit à une vie digne. Les études montrent que baisser les prestations sociales n'a aucune utilité pour baisser le chômage.



« On ne peut rien contre la pauvreté »

Quand les 1% les plus riches du pays captent 80 % de la richesse produite, c'est que la majorité de la population voit ses revenus baisser. Il est possible d'éradiquer la pauvreté en faisant preuve de volonté politique. Nous atteindrons l'objectif de zéro sans-abri en doublant les places d'accueil. Nous encadrerons le prix des produits alimentaires de première nécessité et restructurerons les emprunts des ménages surendettés.